



Front de luttes - été 2011

Dans tous les pays de l'Union européenne, les peuples subissent la même politique, menée par la social-démocratie (sociale-libérale) ou la droite classique, voire les deux coalisées, de destruction des acquis et de transfert massif des revenus du travail vers le capital pour tenter de sortir ce dernier de sa crise. Partout les travailleurs ripostent par des mobilisations d'ampleur inégale, mais grandit la conscience de la nécessité de la coordination des luttes au niveau de l'UE. Un des principaux obstacles est encore la domination de la CES et des directions des syndicats qui y sont affiliés (en France FO, CFDT, CGT...) qui a montré dans les mouvements actuels toute son inefficacité (pour les travailleurs !). Intégrés à l'appareil européen, la CES et les directions syndicales enchaînent les travailleurs au credo de la compétitivité des entreprises en jetant aux orties toute analyse de classe de l'exploitation économique. Des luttes ont lieu, suivant l'exemple des travailleurs de Grèce et de France mais sans stratégie de lutte unie.

Face aux monopoles et à leurs Etats, les 300 millions de travailleurs de l'UE constituent une force qui peut faire reculer le capital et lui faire payer sa propre crise. Toutes les classes ouvrières du Portugal, d'Espagne, de Grèce etc, se battent mais manque une stratégie de grèves internationales alors que partout le capital fait payer sa crise aux travailleurs. On a vu (par exemple) comment la grève étendue aux autres pays aurait pu aider le blocage de l'approvisionnement en énergie en France (essence) à l'automne 2010 et mieux bloquer dans la durée la machine de production. C'est la voie à construire pour faire plier l'UE, les gouvernements. Se doter d'une structure syndicale internationale de lutte de classes faciliterait cet objectif. C'est pourquoi la base, les syndicats et syndicalistes doivent rejoindre le bureau européen de la FSM afin que les luttes puissent enfin être coordonnées à l'échelle du continent.

En France les récents atermoiements de l'intersyndicale qui mendie encore un sommet social avec le Président Sarkozy (!) ou plutôt "une véritable concertation sociale" (sic), confirment l'hégémonie du réformisme dans les directions syndicales. Le communiqué de l'intersyndicale demande même (c'est une revendication !) que priorité soit donnée à la cohésion sociale et à la maîtrise des déficits publics !

La 2^{ème} rencontre de l'intersyndicale initialement prévue le 24 septembre a aussi été annulée (et reportée au 1^{er} septembre) une heure avant la conférence de presse au cours de laquelle le Premier ministre François Fillon devait dévoiler son plan anti-déficit ; comme si les représentants syndicaux des travailleurs ne connaissaient pas la nature des mesures (antisociales) préparées et pouvaient attendre quelque chose du discours de Fillon sans véritable rapport de force préalable....

Nouvelles preuves (s'il en fallait encore), que les travailleurs devront se débarrasser du réformisme et du syndicalisme d'accompagnement s'ils veulent voir aboutir leurs revendications économiques urgentes. Finalement l'intersyndicale accouche d'une journée d'action le 11 octobre mais sans plan de travail pour une mobilisation générale, sans stratégie planifiée de grèves ni de blocage de l'économie.

Dans tous les combats, les communistes de l'URCF relieront concrètement la lutte quotidienne (contre les conséquences du capitalisme et de sa crise structurelle) à la lutte générale contre le capitalisme-impérialisme et démontreront patiemment que la révolution socialiste est la seule alternative populaire au capitalisme.

De l'argent pour les salaires et pour l'emploi, pas pour les guerres impérialistes !

Luttes pour les salaires

La revendication centrale et unifiante soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1600 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.

Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises qui le composent ont encore doublé en 2010, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 5 Millions de personnes sont officiellement mal logés ou sans toit.

Un salarié sur six est payé au smic, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 10%.. Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.

Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent. L'URCF revendique le smic à 1600 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme. **Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs.**

La Ronde des Fraîcheurs (agroalimentaire).

A Estillac (Lot-et-Garonne), des ouvriers de l'entreprise "La Ronde des Fraîcheurs" qui produisent des pâtisseries pour Intermarché, ont fait grève pour obtenir une réorganisation du temps de travail et une augmentation des salaires de 10%. Une quarantaine d'ouvriers de la chaîne de production de cette entreprise de 86 personnes dont les effectifs peuvent atteindre 150 employés en période de forte production, ont cessé le travail le 11 août. Ils exigent notamment que leur soient payés les temps de pause et celui consacré à l'habillage et au déshabillage (pour le travail en chambre froide), estimés à 40 minutes par jour. La direction ne proposait que 1,25 euro brut d'augmentation par mois, soit 15 euros par an.

Le 24 août, devant l'intransigeance du patronat, l'usine a été complètement bloquée. Le 25, un accord a été obtenu prévoyant notamment une augmentation des salaires de 4%, échelonnée sur six mois, la pérennisation du 13e mois et une revalorisation de la prime d'habillage, passant sur l'année de 150 à 200 euros.

"C'est un conflit qui a été dur et long mais les salariés sont restés soudés et ont su créer un rapport de force face à un géant comme Intermarché", a déclaré un délégué de l'UD CGT.

"Nouvelle Calédonie" (Kanaky).

Dans le territoire occupé de "Nouvelle Calédonie" (Kanaky), la misère coloniale liée à l'instabilité politique entraîne des luttes de classe radicales. Plusieurs milliers de personnes avaient défilé le 16 mai à Nouméa, à l'appel des syndicats, contre la vie chère et pour une réforme économique. Le 6 août, l'augmentation du prix des billets d'avions de la compagnie aérienne intérieure publique Air Calédonie provoque des manifestations sur l'île de Maré. Des milices patronales armées interviennent et provoquent la mort de quatre personnes. Le 18 août, un protocole d'accord suspend pendant trois mois le plan de redressement de la compagnie, les usagers cessant de leur côté leurs actions de blocage. L'URCF est solidaire du combat des travailleurs de Kanaky contre le patronat et l'Etat colonial.

Eurotunnel.

Les 29 et 30 août, des salariés d'Eurotunnel ont procédé à un débrayage surprise à Calais pour obtenir une revalorisation des salaires. Une manifestation a eu lieu devant les locaux de l'entreprise. Les travailleurs revendiquent notamment l'instauration d'un 14e mois pour compenser la perte de pouvoir d'achat.

Luttes pour l'emploi et les conditions de travail

*Le mot d'ordre URCF immédiat de **nationalisation sans indemnités** des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forçons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.*

Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :

Plan national de luttes contre le chômage.

Interdiction des licenciements.

Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.

Les revenus des privés d'emplois (« chômeurs ») devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.

Nationalisation sans indemnités des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, **transport**, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).

RER (Région parisienne).

Une grève des agents de gare des lignes A et B du RER a été suivie à 70% de grévistes sur la ligne A et 44% sur la ligne B le vendredi 12 août. "Il y a un vrai ras-le-bol des agents qui ne sont plus assez nombreux pour assurer leur mission alors que le trafic ne cesse d'augmenter", a affirmé un représentant de la CGT, premier syndicat de l'entreprise publique, à l'initiative du mouvement. Les agents de gare s'occupent de l'accueil des usagers et de la vente de billets. Ils interviennent également en cas de problème.

Le syndicaliste a fustigé "la recherche effrénée des gains de productivité" de la RATP et précisé que, "de guerre lasse", c'était "la première fois que cette catégorie d'agents" se mettait en grève toute seule, sans les conducteurs de trains.

A midi vendredi, au principal accès de la gare RER Châtelet-les-Halles, les guichets étaient vides. Aucun agent n'était présent pour renseigner les usagers et quelques portillons d'accès étaient cassés ou abîmés, laissant le passage libre. Intégralement souterraine et située en plein coeur de Paris, la gare constitue le plus important pôle de transports d'Ile-de-France, avec plus de 750.000 voyageurs quotidiens dans l'ensemble du pôle ferroviaire.

Fralib (Unilever, Bouche-du-Rhône).

Les salariés en lutte, veillent jour et nuit sur l'usine, à une vingtaine de km de Marseille, qui doit fermer fin septembre, craignant que l'on vienne démanteler les machines en catimini pour la Pologne où le groupe anglo-néerlandais Unilever veut délocaliser.

Un tiers des effectifs, soit une soixantaine de personnes, ont décidé pendant les vacances d'août de surveiller le site, seul en France à fabriquer les thés Lipton et infusions Elephant. Ils se battent bec et ongles pour faire aboutir leur projet de reprise.

La marque Eléphant a été créée à Marseille il y a plus de cent ans. Ces salariés la considèrent comme leur et veulent la conserver. "En juillet, le TGI de Marseille a validé le plan de sauvegarde de l'emploi et nous avons reçu nos propositions de « reclassement »", explique le secrétaire CGT du CE, "et depuis 30 ans au service de l'Eléphant".

Contrairement au tribunal, les "fralibiens" ne trouvent pas ces offres sérieuses. "On nous propose des postes en Pologne, Belgique, Alsace... en dessous de nos qualifications. Un technicien se voit proposer un emploi de simple opérateur sur machine, avec des baisses de salaire de 30% à 50%", détaille le secrétaire. Des propositions "dissuasives, pour se débarrasser de nous".

Soixante et un ans, "36 ans de boîte", un autre salarié explique : "A mon âge, j'aurais pu partir, mais pas question que j'abandonne la lutte", dit-il, expliquant avoir déjà connu un plan social il y a 13 ans quand la multinationale avait fermé un site du Havre.

Un travailleur de 45 ans, faisait partie des 150 salariés du Havre : "On nous avait dit que l'usine de Marseille allait devenir le site européen pour la production des thés et tisanes parfumées. Je suis venu seul, toutes mes affaires dans ma voiture". Aujourd'hui il est marié (avec une fralibienne) et a deux enfants. Il ne veut pas leur imposer un nouveau départ. Il croit au projet pour sauver l'usine, "avec ou sans repreneur". "On a fait faire une étude et le rapport d'étape montre que le site est profitable à partir de 1.000 tonnes de production annuelle. Nous, on sort 2.900 tonnes. On veut conserver le site et qu'Unilever nous donne la marque". "Unilever l'a déjà fait pour un site de fabrication de soupe « Royco » à Poitiers, cédé à un fabricant de thé".

"La marque Eléphant, qui est une marque franco-française, ils ont essayé de la tuer au bénéfice de Lipton, leur « marque milliardaire ». L'Eléphant était devenu tout petit sur les boîtes", souligne le syndicaliste. Puis il ajoute: "puisque'ils n'en veulent pas, qu'ils nous la donnent".

L'URCF rappelle son mot d'ordre de nationalisation sans indemnités des monopoles et entreprises casseurs d'emploi.

Grande distribution.

Dans les échos des luttes des mois précédents, nous avons relevé un certain nombre de conflits dans le secteur de la grande distribution, que cela soit dans les grandes surfaces, chez les sous-traitants et chez les fournisseurs. La recherche du profit maximum provoque en effet l'aggravation de la précarité, la flexibilité (ouvertures les jours fériés, polyvalence), la compression des salaires, et bien sûr du personnel. Ainsi, apparaissent des caisses automatiques sans caissière où le consommateur est appelé à scanner lui-même les produits qu'il achète et à introduire le paiement dans une machine. La moindre des choses est bien sûr, pour les clients, de refuser d'utiliser ce procédé, et pour le personnel et ses syndicats de défendre les emplois.

Répression anti-ouvrière

*Face aux luttes des travailleurs, la bourgeoisie continue son offensive pour priver la classe ouvrière de ses moyens d'expression et de ses armes de combat. La proposition du député **UMP Lionnel Luca** d'interdire la grève lors des grands départs en vacances s'inscrit dans un contexte de répression des luttes, dont le dernier exemple est la condamnation à 1500 euros d'amende avec sursis des onze postiers pour "séquestration" de cadres lors de l'occupation de la direction départementale de Nanterre en 2010. Le capitalisme doit sauver son système de la crise en réduisant massivement les salaires et, pour cela, doit supprimer les droits démocratiques obtenus par les luttes et concédés du temps où le camp socialiste et l'URSS étaient puissants. Le capital n'a plus qu'une seule politique possible pour pérenniser la recherche du taux de profit maximum et immédiat, c'est pourquoi les pré-candidats du PS se prononcent pour la "règle d'or", c'est à dire l'inscription dans la constitution de l'équilibre budgétaire, et que le réformisme en reste à des appels incantatoires au dialogue, à la démocratie et à l'Etat de droit. La création d'un Front d'Alternative Pouplaire est une nécessité pour préparer le renversement du capitalisme et poser les bases de la révolution socialiste.*

La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.

Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisations révolutionnaires politique et syndicale, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et ailleurs.

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte !

Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « *Le socialisme : seule alternative au capitalisme* ».

Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !

Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !

Le 15 septembre 2011

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF